

## Avis du Département sur la mise en place de la 3<sup>ème</sup> étape de la Zone à Faibles Émissions Métropolitaine (ZFE-M)

Intervention de Pierre Garzon  
Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Cher·es collègues,

Les enjeux liés à la ZFE feront je crois, assez largement accord entre nous – en tout cas, pour ce qui concerne les préconisations exprimées dans ce projet d’avis du Département.

Je ne reviendrai pas en détail sur **l’exigence de mieux prendre en compte l’impact sur la santé publique**, avec les dizaines de milliers de morts liées à la pollution atmosphérique, ni **sur l’urgence climatique** pour laquelle les véhicules thermiques constituent l’un des enjeux clés.

Dans le cadre contraint de ces « Zones à Faibles Émissions », nous pouvons aussi partager tous ici la nécessité d’accompagner jusqu’au bout les Val-de-Marnais·es, et donc de **traiter sérieusement le défi économique et social posé par cette nouvelle réglementation**.

Nous aurons sans doute en revanche, mais mes collègues de la droite départementale me corrigeront si je me trompe, **des divergences d’approche quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre pour financer au bon niveau ces transformations**.

Les élu·es communistes à la MGP portent ainsi les propositions suivantes, et nous les soutenons pleinement :

- l’augmentation d’au moins 20 millions d’euros du budget du dispositif « Métropole Roule Propre »

- la création d'une « zone premium » de la Taxe Locale sur les Bureaux dans le centre et l'ouest de Paris et dans les Hauts-de-Seine, afin de créer une recette dédiée de 800 millions d'euros par an, permettant de financer cette augmentation et les 13 prolongements de métro inscrits au SDRIF-E.
- la mise en place d'un prêt national à taux zéro pour l'achat d'un véhicule propre.
- et enfin, la mise en place d'un leasing social pour 300 000 véhicules en 2025 en France, financé par l'État.

Voilà ce que je souhaitais dire sur le fond. **Sur la méthode maintenant, nous avons un désaccord plus sérieux**, exprimé par l'opposition en 2<sup>e</sup> Commission. Formulé tel qu'il l'est, cet avis favorable n'est pas explicitement conditionné à l'implémentation par la MGP de nos recommandations.

Cela ne nous permettra pas de peser dans le débat. Et *in fine*, **c'est vers nous, communes, Département, que nos concitoyens vont se tourner** lorsque les problèmes épineux liés à la ZFE vont survenir.

**Nous vous demandons donc une nouvelle fois de modifier le projet d'avis afin de conditionner son caractère favorable.** Faute de quoi nous devons, avec regrets, nous abstenir.

Je vous remercie.